



**PRÉFÈTE
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 843 DU 04 MAI 2026

PORTANT MISE EN DEMEURE DE RESPECTER DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France

Commune de DIJON

LA PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR,

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le Code de justice administrative ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 portant autorisation d'exploiter une installation de traitement de surface à l'aide de solvants organiques sur le territoire de la commune de Dijon à la société ALCAN Packaging Flexible Europe ;

VU l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée ;

VU le rapport de l'inspection réalisée le 24 juillet 2025 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 26/03/2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis par courrier du 26 mars 2026 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 susvisé dispose « Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.» ;

CONSIDÉRANT que l'établissement AMCOR FLEXIBLES PACKAGING dispose de 5 cuves aériennes sur une même rétention de 31,5 m³ ;

CONSIDÉRANT que l'inspection du 24 juillet 2025 a mis en évidence :

- des fissures sur la zone de rétention ;
- la nécessité soit de justifier l'étanchéité de la rétention, soit de procéder aux réparations de la rétention associée aux cuves aériennes.

CONSIDÉRANT que l'inspection du 05 février 2026 a mis en évidence :

- l'agrandissement des fissures sur la zone de rétention ;
- l'absence de justificatif de l'étanchéité de la rétention et l'absence de travaux ;

CONSIDÉRANT par conséquent que l'exploitant ne respecte pas :

- les dispositions de l'article 74.3 de l'arrêté préfectoral 19 octobre 2009 portant sur les rétentions ;

CONSIDÉRANT que l'article 15 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 (pour les cuves enterrées) susvisé dispose :

« Les systèmes de détection de fuite des réservoirs et des tuyauteries sont conçus de sorte à garantir la sécurité de l'installation. Le respect des exigences applicables à la classe I ou II, à l'exception de toutes les autres classes, au sens des normes NF EN 13160-1 à 7 dans leur version en vigueur à la date de mise en service du système, est présumé satisfaire à cette exigence.

Les alarmes visuelles et sonores du détecteur de fuite sont placées de façon à être vues et entendues du personnel exploitant.

Le système de détection de fuite est contrôlé et testé par un organisme accrédité conformément aux dispositions décrites à l'article 8 du présent arrêté dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir.

Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique. »

CONSIDÉRANT que l'établissement AMCOR FLEXIBLES PACKAGING dispose de 4 cuves enterrées :

- cuve n°4 : 20 m³ (80% acétate d'éthyle +20% éthanol)
- cuve n°6 : 40 m³ (acétate d'éthyle)
- cuve n°7 : 40 m³ (acétate d'éthyle)
- cuve n°8 : 15 m³ (éthanol)

CONSIDÉRANT que l'inspection du 24 juillet 2025 a mis en évidence que :

- L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer l'efficacité de sa double enveloppe.
- L'exploitant n'est pas en mesure de contrôler la double enveloppe de ses cuves.
- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le contrôle quinquennal par un organisme agréé ni de justifier le contrôle annuel par l'exploitant.

CONSIDÉRANT que l'inspection du 05 février 2026 a mis en évidence :

L'exploitant n'est pas en mesure de détecter la présence de fuite sur 3 de ses cuves enterrées, à savoir les cuves n°7, n°4 et n°6.

CONSIDÉRANT par conséquent que l'exploitant ne respecte pas :

- les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 (pour les cuves enterrées)

CONSIDÉRANT que le constat précité est de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que selon les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France (numéro de SIRET 509 628 798 00035) située au 24, rue de la Stéarinerie sur la commune de Dijon, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour son installation de traitement de surface à l'aide de solvants organiques :

- article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral 19 octobre 2009 : respect des dispositions portant sur les rétentions.
- article 15 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 (pour les cuves enterrées) : notamment, respect des dispositions portant sur les systèmes de détection de fuite, leur contrôle par un organisme agréé et le contrôle annuel par l'exploitant

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France située à Dijon.

ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.


Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 – Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de la commune de Dijon, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

LA PRÉFÈTE

Pour la Préfète et par délégation

Le Secrétaire général

Denis BRUEL